

ASSEMBLÉE NATIONALE

PREMIÈRE SESSION

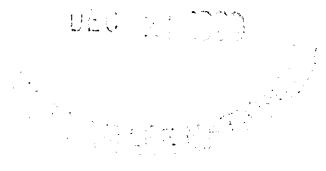
TRENTE-TROISIÈME LÉGISLATURE

Projet de loi 222
(Privé)

Loi concernant la ville de Drummondville

Présentation

Présenté par
M. Jean-Guy St-Roch
Député de Drummond



Éditeur officiel du Québec
1986

Projet de loi 222

(Privé)

Loi concernant la ville de Drummondville

ATTENDU QUE la ville de Drummondville a intérêt à ce que certains pouvoirs lui soient accordés;

LE PARLEMENT DU QUÉBEC DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

1. L'article 320 de la Loi sur les cités et villes (L.R.Q., chapitre C-19) est remplacé, pour la ville de Drummondville, par le suivant:

«**320.** Si un jour fixé pour une séance ordinaire se trouve être un jour de fête, la séance est tenue le jour juridique suivant à moins que le conseil ne décide, par résolution, de reporter la date de cette séance dans les sept jours suivant ce jour de fête. ».

2. L'article 415 de cette loi est modifié pour la ville par l'addition, après le paragraphe 30.1°, du suivant:

«30.2° Pour régler l'allure, la vitesse et le stationnement des chevaux et des véhicules hippomobiles; pour distinguer différents types de véhicules hippomobiles; pour désigner, à l'égard de ces véhicules, des aires à l'intérieur desquelles ils peuvent circuler; pour prescrire les jours, le nombre d'heures par jour, les heures de la journée et les périodes de l'année durant lesquels ils peuvent opérer; pour prescrire des circuits, des escales, des lieux de stationnement et, dans certains cas, le retour obligatoire au point de départ, des lieux de remisage ou de garage, et établir des normes obligatoires de sécurité et d'hygiène relativement aux véhicules, à leur équipement et aux chevaux; ».

3. L'article 460 de cette loi est modifié pour la ville par le remplacement du paragraphe 2° par le suivant:

« 2° Pour fixer le montant, les conditions et les modalités d'émission des permis et licences relevant de l'autorité de la ville; statuer sur leur révocation; ».

4. L'article 460 de cette loi est modifié pour la ville par l'addition, après le paragraphe 23°, du suivant:

« 24° Pour réglementer, autoriser par permis ou prohiber la vente d'articles autres que des aliments à l'extérieur d'un bâtiment permanent. ».

5. L'article 463 de cette loi est modifié pour la ville par l'addition, après le paragraphe 4°, du suivant:

« 5° Pour obliger toute personne qui souille le domaine public à effectuer le nettoyage qui s'impose et pour décréter qu'en cas de contravention, elle doit payer, en plus de l'amende, le coût du nettoyage effectué par la ville. ».

6. L'article 536 de cette loi est modifié pour la ville par l'addition de l'alinéa suivant:

« Cependant, la ville peut porter son enchère jusqu'au montant de l'évaluation municipale. ».

7. L'article 571 de cette loi est modifié pour la ville par l'addition de l'alinéa suivant:

« Toutefois, la ville peut, sans cette autorisation, exproprier des servitudes sur le terrain d'une fabrique ou d'une institution ou corporation religieuse, charitable ou d'éducation, pour l'établissement, la réparation et l'entretien d'un système d'aqueduc ou d'égout sauf sur les immeubles servant aux fins de culte. ».

8. Les lettres patentes concernant la fusion volontaire de la cité de Drummondville et du village de Drummondville-Ouest, comté de Drummond, sous le nom « cité de Drummondville », enregistrées le 28 octobre 1966, libro 1341 folio 44, sont modifiées par la suppression du paragraphe 13°.

9. Les règlements de la ville de Drummondville dont la liste par ordre numérique apparaît en annexe, sont modifiés par le remplacement dans chacun d'eux des clauses de répartition des charges et d'imposition

d'une taxe spéciale aux articles mentionnés pour chacun de ces règlements, par la clause suivante:

« Afin de pourvoir au paiement des intérêts et du fonds d'amortissement sur le montant de l'emprunt autorisé par le présent règlement, il est imposé et il sera prélevé chaque année, jusqu'au paiement complet desdites obligations et coupons, une taxe spéciale annuelle suffisante à la charge de tous les biens-fonds imposables de la ville, selon la valeur de ces biens-fonds, telle qu'elle apparaît au rôle d'évaluation en vigueur chaque année. ».

10. La présente loi n'affecte pas une cause pendante, une décision ou un jugement rendu au 1^{er} octobre 1986 et fondé sur une irrégularité ou illégalité.

11. La présente loi entre en vigueur le *(indiquer ici la date de la sanction de la présente loi)*.

ANNEXE

# Règlement	# Article	# Règlement	# Article
816	11	1235	11
821	10	1245	12
834	12	1254	11
850	10	1264	11
857	11	1266	11
876	11	1272	10
880	11	1295	10
920	11	1296	11
926	10	1301	10
928	10	1302	11
956	11	1303	12
964	11	1306	10
969	10	1311	12
976	10	1323	13
984	10A & 10B	1326	11
998	10	1330	10
1002	10	1336	10
1006	11	1338	10
1010	12	1370	10
1045	10	1371	11
1047	11	1373	10
1052	10	1374	10
1053	10	1375	11
1062	11 & 12	1376	10
1085	11	1379	11
1090	10	1382	11
1096	12	1384	10
1105	11	1388	11
1109	10	1389	11
1112	10	1392	11
1127	11	1394	11
1131	10	1395	11
1133	12	1416	11
1144	10	1417	12
1145	10	1419	10
1148	10	1420	11
1152	10	1421	10
1171	11	1425	10
1176	10	1431	10
1186	11	1433	11
1191	12	1436	10
1201	10		

ANNEXE (SUITE)

# Règlement	# Article	# Règlement	# Article
1438	10	1616	11
1441	10	1622	10
1449	11	1645	11
1453	11	1656	11
1464	12	1684	10
1467	11	1686	11
1483	10	1687	11
1484	10	1688	11
1485	10	1696	10
1486	10	1706	13
1489	10	1738	11
1513	10	1739	13
1542	10	1761	10
1543	10	1763	10
1555	10	1764	10
1564	11	1767	13
1582	10	1768	11
1600	10	1770	13
1601	10	1780	11
1603	10	1795	11
1615	11	1805	12